

<https://www.pressegauche.org/Propositions-pour-la-sortie-de-la-triple-crise-economique-ecologique-et>



Réponses aux trois questions du Comité de coordination
national de solidarité

Propositions pour la sortie de la triple crise économique, écologique et sanitaire

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 16 juin 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le 20 juin se tiendra un Forum des associations dans le cadre d'une démarche de consultation devant déboucher sur la production d'un « Cahier de propositions sur les orientations stratégiques » préparatoire à la tenue d'un Conseil National extraordinaire du 12 septembre prochain. Nous présentons ici nos réponses aux trois questions proposées par le Comité de coordination national.

1- Quelle sera la place de la lutte contre les changements climatiques dans ce contexte de crise sanitaire et de relance post-crise ?

Le gouvernement Legault oppose lutte aux changements climatiques et reprise économique. Le projet de loi 61 sur l'accélération de l'attribution des contrats d'infrastructure est significatif à cet égard. L'adoption de ce dernier a été repoussée, mais il reviendra sans doute à l'agenda à la rentrée parlementaire de cet automne. Pour y répondre, il sera nécessaire de placer l'environnement au centre des préoccupations de Québec solidaire et démontrer que la lutte aux changements climatiques et pour la protection de l'environnement est une dimension essentielle du bien vivre et de la justice sociale pour toutes et tous.

Les politiques du gouvernement Legault (comme du gouvernement libéral avant lui) n'ont pas permis de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre (GES) avec toutes les conséquences sur le réchauffement climatique que nous connaissons ni contribué à la défense de l'environnement.

Les politiques irresponsables des gouvernements néolibéraux (à Québec et à Ottawa) sont un facteur majeur de dérèglement climatique et de la crise écologique qui menace les écosystèmes et notre avenir.

C'est pourquoi Québec solidaire doit donner la priorité à un plan de sortie de la triple crise écologique, économique et sanitaire basé sur des investissements importants de ressources de l'État afin d'assurer la transition écologique, la défense des services publics et la lutte contre les inégalités de classe, de genre et de race.

La prise en considération des changements climatiques sera essentielle pour développer une analyse claire du capitalisme, du patriarcat et de la mondialisation à la source de cette triple crise et se lier aux forces militantes qui ont réussi à mobiliser de larges secteurs de la population autour de ces enjeux.

Cette orientation de Québec solidaire dans la lutte aux changements climatiques doit donner toute sa place à une approche féministe et intersectionnelle pour tenir compte des réalités des femmes et leurs apports particuliers à ce combat. Il doit aussi donner une place particulière aux savoirs des luttes autochtones.

2- Qu'est-ce qui va émerger comme luttes prioritaires pour la gauche, et quels rôles y joueront les mouvements sociaux ?

La défense des services publics va émerger comme une lutte centrale particulièrement contre les politiques néolibérales qui ont affaibli nos capacités de répondre aux besoins de la population.

Compte tenu de la pandémie et des impacts divers, les revendications pour l'environnement et la lutte aux changements climatiques doivent être liées à des revendications précises concernant la défense des services

publics et les luttes contre les inégalités :

- assurer les salarié.e.s contre les risques de contamination, former et consolider des équipes terrain, fournir le matériel de protection aux secteurs de la santé et du travail de soin, protéger les travailleurs - travailleuses agricoles immigrantes temporaires, les personnes dans les usines de transformation et celles affectées à la distribution (caissières, restauration...) ;
- investir massivement dans le secteur de la santé pour engager le personnel suffisant pour en finir avec la surcharge de travail et hausser les salaires ;
- nationaliser les institutions privées (cliniques, CHSLD, maisons des ainé-e-s...) du secteur de santé et l'industrie pharmaceutique ;
- réinvestir en éducation pour renforcer le secteur public et en finir avec le financement des écoles privées

La lutte contre les inégalités et la justice sociale dans cette période de crise économique risque encore de s'approfondir

Les inégalités se font de plus en plus criantes. La pandémie a démontré que les personnes les plus importantes à la défense de la société sont les personnes dont le travail est le moins valorisé et le plus mal payé. Ces emplois sont souvent occupé-e-s par des femmes et particulièrement par des femmes racisées. La lutte contre ces inégalités nécessitera de

- porter immédiatement le salaire minimum à 15\$ et établir son indexation au coût de la vie
- hausser et imposer l'équité salariale pour les femmes travaillant dans les services du soin, de l'alimentation, du travail ménager ou de l'hôtellerie... ;
- réduire le temps de travail sans baisse de salaire pour faire face à la montée du chômage ;
- interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit ;
- mettre de l'avant un revenu pour les intermittents et un plan nous menant vers une gratuité progressive des arts publics ; ;
- réinvestir dans le logement social et interdire les expulsions ;
- faire de l'aide à l'alimentation un service public.

La lutte pour la transition passera par une planification démocratique visant à répondre aux besoins essentiels de tous et toutes

Faire face à la crise climatique, on ne peut faire confiance aux grandes entreprises et aux gouvernements en place. Ils ont déjà démontré leur refus de prendre le problème à bras le corps. Québec solidaire doit

- s'opposer à la construction d'oléoducs, de ports méthaniers et à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste ;
- privilégier les investissements publics dans le transport collectif local, régional et interrégional et leur gratuité et s'opposer fermement à la priorité du gouvernement Legault d'investir dans les infrastructures routières et de diminuer les exigences environnementales à ce niveau ;
- identifier les principaux acteurs émetteurs de GES et polluants et lutter pour l'arrêt immédiat des soutiens publics à ces derniers et imposer des règlements ; contraignants pour diminuer les émissions de GES ;
- favoriser l'agriculture écologique, la souveraineté alimentaire et les projets d'agriculture urbaine.

Pour financer cette transition, il sera nécessaire de socialiser la finance et il faudra :

- instaurer une imposition progressive des revenus et du patrimoine ;
- taxer les revenus des entreprises, taxe basée sur les activités produites ici, avant déduction et profits ;
- lutter efficacement contre la fraude, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux ;
- imposer une taxation des transactions financières

3- Comment, dans ce contexte, Québec solidaire peut se démarquer et contribuer à ces luttes ?

Québec solidaire ne doit pas d'abord apparaître comme une opposition loyale au gouvernement en place. Il doit démontrer par ses propositions qu'il propose un projet de société alternative qui est en rupture avec la société néolibérale, capitaliste et patriarcale. Par les discours tenus, par les alliances qu'ils nouent avec les mouvements sociaux et populaires, il doit clairement s'opposer aux politiques néolibérales du gouvernement de la CAQ et des autres partis d'opposition à l'Assemblée nationale.

Il ne peut centrer son action et son militantisme essentiellement autour des interventions électorales et parlementaires. Il doit favoriser l'auto-organisation sectorielle, locale ou régionale de ses militantes et militants, proposer les revendications co-créées, dans les différents mouvements sociaux. Il doit donc développer des campagnes politiques qui savent soutenir cette auto-organisation et se faire le porte-parole des luttes.

En somme, QS se doit de lier travail terrain dans les mouvements sociaux et son travail parlementaire. Il doit favoriser l'auto-organisation de ses membres au niveau local, régional, et national. Il doit s'affirmer comme parti des urnes et de la rue.

Alors que les grands problèmes que nous vivons ont une dimension planétaire, Québec solidaire doit faire de la solidarité internationale une partie essentielle de son travail politique et savoir nouer des liens avec les mouvements de libération et les partis de gauche du monde.